

# *élections ou démocratie?* **NOUS AVONS VOTÉ... ... ET PUIS APRÈS ?**

**Au soir du 14 mars, après le 1er tour des élections régionales, les médias et politiciens de tous bords seront à nouveau, comme lors de chaque soirée électorale, unanimes à regretter le fort taux d'abstention. Une fois de plus, on va essayer de culpabiliser les « mauvais », les « irresponsables »... Mais qui peut encore espérer que le cirque électoral permettra d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses ? Chaque jours, ceux et celles qui luttent mettent en œuvre des pratiques démocratiques directes ! Alors où est la démocratie ?**

Actualité, réflexions et débats, lisez le mensuel

**ALTERNATIVE  
LIBERTAIRE**



Lieux de vente dans la région sur:

[www.al-alsace.tk](http://www.al-alsace.tk)

Table de presse: mercredi, 12h30-14h30, patio de l'Université, Strasbourg.

Vente: 2<sup>ème</sup> samedi du mois, place du marché à Neudorf, 10h45-11h45.

Lettre de d'infos AL en Alsace, inscription sur:

[alterlib.alsace@gmail.com](mailto:alterlib.alsace@gmail.com)

Abonnement: chèque à l'ordre d'Alternative libertaire 20€ pour un an ou 15€ tarif réduit (chômage, précarité, études), 30 € tarif international.

## Ils ont promis...

► En 1981, François Mitterrand promet le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers vivant en France...  
... en 2010, seuls les citoyens et citoyennes de l'Union européenne ont ce droit, depuis 1998 seulement !

► Le 16 mars 1997, Lionel Jospin avait promis d'empêcher la fermeture de l'usine Renault de Vilvoorde et le licenciement de 3100 personnes, grâce à la minorité de blocage que détenait l'Etat au conseil d'administration de Renault...  
... le 17 juin 1997, Lionel Jospin avouait qu'il ne pouvait pas empêcher cette décision.

► En 1997, Lionel Jospin promet d'abroger les lois racistes Pasqua Debré  
... en 2010, ces lois sont toujours là et poussent dans l'illégalité des centaines de milliers d'étrangers.

► En le 6 avril 2004, Nicolas Sarkozy, ministre de l'économie promet que même si son capital est ouvert au privé, Gaz De France restera au moins à 70% public...  
... le 20 décembre 2007, GDF fusionne avec le groupe Suez et seul 34% de son capital reste public.

**Si toute cette bande d'élus fiers de leur pouvoir, s'acharne à défendre, à grand coup de discours émouvants sur le droit de vote, un système qui leur octroie un chèque en blanc pour quelques années, c'est avant tout pour empêcher tout débat sur le système qui les fait vivre. Nous pensons qu'il est temps de faire le bilan critique de ce système et de proposer des alternatives.**

## **réunion publique - débat**

# **ELECTIONS : PIÈGE À CONS ?**

**QUEL BILAN DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ?**

**QUELLES ALTERNATIVES POUR UNE VRAIE DÉMOCRATIE ?**

**Jeudi 11 mars 2010, 20h**

**à la Maison des sociétés, 1 rue de la patrie,  
(en face de Schutzenberger) Schiltigheim**

Anticapitalisme  
Démocratie  
Autogestion

**Quelques façons de se foutre  
des électeurs et des électrices...**

► Alors que le référendum sur le **traité constitutionnel européen** avait donné un résultat parfaitement légal (55% contre ce traité anti-social et ultra libéral) en mai 2005, le gouvernement français décide de faire ratifier en février 2008 par le parlement uniquement le **traité de Lisbonne** (dit « traité simplifié ») qui reprend exactement les mêmes principes.

**VOTEZ TOUJOURS**



**JE FERAI LE RESTE**

► Alors que l'on estime à 50 millions le nombre d'adultes en France (dont plus de **5 millions n'ont pas le droit de voter** parce qu'ils n'ont pas la nationalité française), Nicolas Sarkozy a rassemblé **11,5 millions de voix** au premier tour de l'élection présidentielle, ce qui suffit pour se prétendre représentatif de la majorité.

► Alors que le gouvernement redécoupe les circonscriptions électorales pour diminuer le nombre d'élus (qui coûteraient trop chers...), on se rend compte que les 2/3 des circonscriptions électorales sup-

primées sont à gauche et qu'avec le même nombre de voix qu'en 2007, l'UMP obtiendrait **30 sièges** de plus à l'assemblée nationale.

► Durant la campagne électorale sur le traité constitutionnel européen, les tenants du « OUI » ont obtenu **71% du temps de parole** à la télévision entre le 1er janvier et le 31 mars 2005, ce qui n'a pas empêché les médias de continuer, après le vote pour le « NON », à harceler et culpabiliser ceux et celles qui avaient mal votés.

► Pour bien indiquer quel est le candidat « qui répond aux préoccupations des Français », TF1 diffuse **53 sujets par mois** sur l'insécurité entre le 1er janvier et le 21 avril 2002 et seulement **39 par mois** entre mai et septembre 2002. Sur l'ensemble des 3 premières chaînes, l'insécurité était traitée **3 fois plus** avant les élections qu'après (source: *Arrêt sur image*).

**Qui sommes-nous ?**

Nous sommes **communistes** et **libertaires**, et combattons le capitalisme et les oppressions qu'il engendre.

Le **communisme** n'a rien à voir avec le système étatique d'exploitation de l'ex-URSS. Il vise l'abolition des privilèges et de l'exploitation née de l'appropriation des moyens de productions par quelques individus.

Nous voulons nous débarrasser des **hiérarchies**, qui permettent à une classe de s'accaparer les pouvoirs !

Ce changement de société ne peut s'opérer que par le renversement **révolutionnaire** du capitalisme par l'ensemble des exploités !

**1936:**

**L'Espagne démocratique**

En juillet 1936, les travailleurs et les travailleuses d'Espagne ripostent au coup d'État du général Franco. Cette guerre fut avant tout une vraie révolution.

La collectivisation de très larges secteurs de l'industrie, des services et de l'agriculture constitua l'un des traits les plus marquants de cette révolution, spécialement en Catalogne, où l'autogestion concernait 70% de l'économie.

Dans les entreprises collectivisées, le directeur était remplacé par un *comité élu*. Les dirigeants pouvaient continuer à travailler dans l'entreprise, mais avec un salaire égal à celui des autres employés. Les villages sont dirigés par leurs habitants et habitantes, qui décident ensemble des décisions concernant la culture des terres ou la défense de la population.

**Contre le système électoral... la démocratie directe**

Lorsque les travailleurs, les travailleuses, étudiants et étudiantes luttent, ils se réunissent en assemblées générales, seul lieu de prise de décisions. Leurs délégués n'ont d'autre rôle que d'appliquer les décisions prises par ces assemblées. C'est un exemple de démocratie directe.

Lorsque la commune italienne de Spezanno Albanese se réunit en comités de quartier ouverts à tous et à toutes pour discuter des décisions municipales, puis rassemble ces décisions dans une fédération municipale de base... c'est un exemple de démocratie directe.

Lorsque la Guadeloupe en grève générale pendant plusieurs mois en 2009, organise des marchés « LKP » directs des producteurs aux consommateurs, court-circuitant la grande distribution, des cantines « LKP », et met en auto-gestion 2 stations service, c'est un exemple de démocratie directe.

Voter ou lutter, il faut choisir !